

## Imphy- Sauvigny les Bois : le collectif citoyen « STOP POLLUTION » engage un bras de fer avec HARSCO et APERAM (Arcelor Mittal)

Au début, cela semblait une bonne idée. Récupérer le métal contenu dans les « laitiers » (\*) stockés depuis des décennies par les aciéries d'Imphy et aujourd'hui par APERAM (une des sociétés du site industriel) sur un crassier situé sur la commune de Sauvigny les Bois, limitrophe de la localité d'Imphy.



Dans un premier temps, des déchets historiques inertes ont été traités par la société HARSCO (multinationale canadienne) afin de récupérer le nickel resté dans les laitiers.

L'exploitation de ces déchets devait cesser en 2012. Elle a continué avec l'arrivée des laitiers qui n'étaient plus stockés mais recyclés. Après le recyclage, des résidus de métaux lourds mélangés à la silice et de la chaux ont été stockés à l'air libre en « montagnes » à l'image de petits terrils qui avec le vent véhiculent des poussières sur les habitations qui sont implantées à quelques dizaines de mètres du site.

Dangerosité assurée pour la santé, car ces poussières (dont les plus petites font entre 2,5 et 10 microns et s'infiltrent dans l'appareil respiratoire jusque dans les alvéoles pulmonaires) sont le résultat de ce qui a contenu ou contient les résidus, à savoir PCB (pyralène), cyanure, arsenic, chrome, plomb... des phénols, du cuivre, des huiles hydrocarbures, du chlore... **Inquiétude légitime pour la population** qui respire ces poussières avec les particules de métaux lourds non récupérées, et pour la qualité des eaux avec la proximité à une centaine de mètres de la Loire.

Les camions contribuent, en roulant, à propager ces poussières. Aujourd'hui, c'est par centaines que les camions arrivent d'autres sites industriels implantés en

France (Les Ancizes, Firminy) et il est question de traiter des produits sidérurgiques venant de Belgique.

Depuis un an déjà, le collectif de citoyens qui s'est créé demande le respect des engagements qui avaient été établis par un cahier des charges (entre le donneur d'ordre et l'exploitant) et son suivi par les services de la Préfecture. Ce sont notamment des mesures atmosphériques régulières qui n'ont pas été effectuées malgré des arrêtés préfectoraux. De telles mesures effectuées auraient permis depuis bien longtemps de mesurer les conséquences sur la santé des citoyens et l'environnement.



Las, devant le silence des autorités mais également de l'inertie des maires des communes concernées, ils ont décidé d'engager des actions en justice pour l'arrêt des nuisances.

Ils ont le soutien de Bernard DAGUIN, adjoint (PCF) au maire d'Imphy, récemment interrogé sur France 3 sur le sujet. Ce dossier sensible pose, comme cela a été rappelé par notre camarade, des problèmes tant environnementaux que de santé publique.

Ils ont le soutien de Bernard DAGUIN, adjoint (PCF) au maire d'Imphy, récemment interrogé sur France 3 sur le sujet. Ce dossier sensible pose, comme cela a été rappelé par notre camarade, des problèmes tant environnementaux que de santé publique.

Ce que réclament les riverains (pour nombre d'entre eux, anciens sidérurgistes) n'est évidemment pas la fermeture de l'usine, mais le respect des obligations réglementaires et son déplacement en dehors d'une zone aussi densément habitée.

(\*) Co-produits de la sidérurgie, générés en même temps que l'acier ou la fonte sidérurgique, sous forme liquide à une température proche de 1500°C.

Gérard DAGUIN